

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 9 (2002)
Heft: 1

Buchbesprechung: Les guerres civiles : préface de Pierre Hassner [Jean-Pierre Derriennic]

Autor: Palmieri, Daniel

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

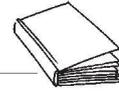
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



JEAN-PIERRE DERRIENNIC
LES GUERRES CIVILES
PREFACE DE PIERRE HASSNER

PRESSES DE SCIENCES PO (COLLECTION
ACADEMIQUE), PARIS 2001, 281 P., 22,56 EUR

Phénomène tout aussi ancien et meurtrier que les guerres interétatiques, les guerres civiles marquent aujourd'hui largement les esprits, car elles sont devenues le symbole principal de la violence organisée dans un monde où les conflits entre États sont, eux, en nette voie de régression. Quelque 200 millions de personnes de par le monde seraient plus ou moins directement affectées par les conséquences de guerres entre États, contre 500 millions d'individus vivant en situation de guerre civile (le chiffre s'élève à deux milliards, si l'on compte l'ensemble des personnes résidant dans des pays où les guerres civiles sont un problème sérieux). A ce titre, elles constituent un phénomène de déstabilisation, d'abord local, puis souvent régional, voire continental d'autant plus dangereux que l'intérêt que leur portent les «grandes puissances» reste généralement limité. Il y a évidemment des exceptions à la règle, et notamment lorsque le conflit fait irruption et menace des sphères économiques, ou alors s'attaque, plus que de raison, à des populations innocentes. Ces événements, relayés et amplifiés par les médias, provoquent soudainement de vastes élans planétaires d'indignation et de solidarité qui peuvent, comme dans les cas récents de la Sierra-Leone, de la République démocratique du Congo ou du Kosovo, aboutir à une internationalisation de la guerre civile.

Intitulée sobrement *Les guerres civiles*, l'étude de Jean-Pierre Dériennic, professeur de sciences politique à l'Université de Laval, à Québec, se veut un état des lieux plutôt général sur cette problématique. Elle dresse tout d'abord, dans ses trois premiers chapitres, une typologie des

guerres civiles qui peuvent être produites par trois types de conflits: ceux de nature partisane, auxquels l'individu adhère par un choix volontaire, qu'il soit motivé par une démarche idéologique, religieuse ou culturelle; ceux de nature socio-économique, et enfin les guerres identitaires, qui opposent des groupes déterminés par la naissance. Aussi attrayant soit-il, cet essai de classement n'en démontre pas moins rapidement ses limites tant les interactions entre ces trois catégories sont finalement grandes et tant les conflits internes offrent, en fin de compte, un panachage de l'ensemble de ces caractéristiques. L'auteur est d'ailleurs bien conscient de ces limites qui multiplie les contre-exemples et met régulièrement le lecteur en garde contre toute simplification hâtive. On peut de plus ne pas adhérer totalement à sa définition des idéologies de guerre civile (exagération de la valeur des conflits, polarisation de la société autour d'un conflit dominant, modification en profondeur de l'ordre social) qui peuvent – l'histoire l'a prouvé dans le cas du national-socialisme allemand – tout autant s'appliquer à des guerres «traditionnelles» entre États.

L'originalité de cet ouvrage réside avant tout dans la clarté de l'exposé tel qu'il apparaît dans les chapitres suivants et en particulier dans celui qui est consacré aux déterminants sociaux de la violence. En une quarantaine de pages, Dériennic dresse des comparaisons très intéressantes, voire audacieuses entre l'augmentation de l'espérance de vie et la diminution de la propension à l'utilisation de la violence ou encore, entre pauvreté et «violencibilité». Toutefois, à nouveau et comme dans les trois derniers chapitres (consacrés respectivement aux forces armées dans les guerres civiles, aux institutions politiques et le maintien de la paix civile, et à la société internationale et les contrôle des guerres civiles), l'argumentaire, toujours largement étayé

d'exemples, montre une fragilité dans le distinguo entre conflits civils et conflits internationaux.

En résumé, l'ouvrage de Jean-Pierre Dérriennic se veut une introduction généraliste à un concept protéiforme au sein d'une réalité tout aussi diverse. Un livre à lire en parallèle avec l'étude – déjà ancienne, mais incontournable – de Charles Zorgbibe, *La guerre civile*, qui place ce genre de conflit dans un cadre juridique, et avec la précieuse recherche entreprise par Jean-Marc Balencie et Arnaud de La Grange dans *Mondes rebelles: «Guerres civiles et violences politiques»* qui replace cette problématique dans son actualité la plus brûlante.

Daniel Palmieri (Genève)

SIMON GEISSBÜHLER
ZWISCHEN KLASSENKAMPF UND
INTEGRATION
DIE SOZIOPOLITISCHEN EINSTELLUNGEN VON ARBEITNEHMERN IN DER SCHWEIZ IM INTERNATIONALEN VERGLEICH (1971–1998)

HAUPT, BERN 2001, 275 S., FR. 68.–

Wer sich nicht abschrecken lässt durch den Gebrauch eines abstrahierenden und im Übrigen über weite Strecken völlig überflüssig wirkenden Fachjargons, findet in dieser Berner politikwissenschaftlichen Dissertation eine Fülle von anregenden Informationen. Der Titel ist freilich ein wenig irreführend. Von «Klassenkampf» kann nicht die Rede sein; im Nachweis der überaus hohen Integration auch der politischen Linken in das bestehende politische System besteht eben gerade eines der zentralen Resultate der Studie. Auch greift der Untertitel vielleicht etwas hoch, wenn er einen internationalen Vergleich, und das gleich über nahezu 30 Jahre, verspricht. Dennoch ist darauf hinzuweisen,

dass es bisher keine ähnliche Arbeit gab, ob nun mit oder ohne Vergleich.

Der Autor bedient sich im Kern des 1998 erhobenen Datensatzes des Schweizer Arbeitsmarktsurveys, der seinerseits als Teil des Projekts «Zukunft der Arbeitswelt» der Institute für Politikwissenschaft und für Soziologie an der Universität Bern entstand. Die schriftlich und telefonisch erhobenen Daten beziehen sich auf mehr als 5500 Personen, weisen also eine für schweizerische sozialwissenschaftliche Projekte ungewöhnliche Breite auf. Diese Daten können zumindest partiell mit Daten aus OECD-Ländern verglichen werden; und sie eignen sich, ebenfalls partiell, für die Konstruktion einer bis 1971 zurückreichenden, wenn auch sehr bruchstückhaft bleibenden Zeitreihe. Da es dem Autor nicht zuletzt darum geht, Fragen des gesellschaftlichen Wandels in ihrem Verhältnis zu den korrespondierenden (oder eben nicht korrespondierenden) Änderungen in den dominierenden Einstellungsmustern zu diskutieren, eröffnen sich hier erhebliche Probleme. Der Zeitraum ist kurz, und die Datenbasis vielleicht für viele Aussagen doch nicht voll tragfähig.

Deutlich tritt die über weite Strecken gegebene Kontinuität hervor, die alle vorschnellen Diagnosen – vom Ende des traditionellen politischen Links-rechts-Gegensatzes, vom Zeitalter der «Individualisierung», vom unaufhaltsamen Niedergang der Gewerkschaften – Lügen straft. Die politischen Verbindungen zwischen Arbeitnehmerschaft, Sozialdemokratie und Gewerkschaften sind keineswegs generell der Auflösung verfallen, weder in der Schweiz noch in anderen Ländern. Die politische Linke in der Schweiz zeichnet sich allerdings durch besondere Schwäche aus. «In keinem anderen der neun untersuchten OECD-Länder ist die Bindung von Arbeitnehmern, Arbeitern und Gewerkschaftern